



جامعة القاضي عياض
UNIVERSITÉ CADI AYYAD
كلية الآداب والعلوم الإنسانية
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines

Revue des Sciences Humaines

RIVAGES

Revue scientifique à comité de lecture



N° 2 - 2017

RIVAGES

Revue scientifique à comité de lecture

N° 2-2017

Revue semestrielle, scientifique à comité de lecture, éditée par la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université Cadi Ayyad – Marrakech - Maroc

Directeur

Doyen de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines par intérim
Abderrahim BENALI

Coordination générale

Jamal RACHAK

Comité Scientifique

GRAVARI BARBAS Maria, IREST, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France, **ELLOUMI Mohamed**, INRAT, Tunisie, **LAOUINA Abdellah**, CERGéo, Université Mohamed V Rabat, **DEBARBIEUX Bernard**, Université de Genève, Suisse, **NAVARRO PALAZON Julio**, Escuela de Estudios Arabes des Granada, CSIC, Espagne, **SKOUNTI Ahmed**, Institut National des Sciences de l'Archéologie et du Patrimoine, Rabat, **GIRAUT Frédéric**, Département de Géographie, Université de Genève, Suisse, **HERNANDEZ ARMENTEROS Salvador**, Universidad de Granada, Espagne, **BOUBRIK Rahal**, Département de Sociologie, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université Mohamed V de Rabat, **TOZY Mohamed**, UMRVIP et Sciences po, Aix en Provence, France, **PULVAR Olivier**, Université Antilles-Guyane, Centre de Recherche sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbe – CNRS UMR 8053, **HILLALI Mimoun**, Institut Supérieur International de Tourisme, Tanger, Maroc, **PERALDI Michel**, directeur de recherche au CNRS et Centre Jacques Berque pour le développement des Sciences Sociales à Rabat (Maroc), **BOUMAZA Nadir**, Université Pierre MENDES France- Grenoble 2, **LANDEL Pierre – Antoine**, CERMOSEM, UJF, Mirabel – France, **PECQUEUR Bernard**, Institut de Géographie Alpine, PACTE (UMR CNRS 5194 – Université J. Fourier, Grenoble – France), **GEOFFROY Marc**, CNRS (Paris - France).

Comité de Rédaction :

Abdellah ELQUORTOBI - Abderrahim BENALI - Jamal RACHAK - Khadija ZAHY- Mohamed MOUHOUH - Mohamed RABITATEDDINE - Mustapha LAARISSA- Said BOUJROUF -Tourya BOURKANE.

Adresse

Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, B.P. 3737
Amerchich – Marrakech 40000 Maroc
Site web. <http://www.flm.uca.ma.ac> - Email : revueflm@gmail.com
Tél. 00212524302742 - Fax 00212524302039

Dépôt Légal : 2018PE0010

ISSN : 2605-6410

Le tableau en couverture est de l'artiste peintre Mahi Binebine.

Les contenus des textes publiés dans la revue n'engagent que leurs auteurs.

RIVAGES

Revue des Sciences Humaines

Conditions de publication

-*Rivages* est une revue scientifique à comité de lecture et publie des travaux de recherche qui entrent dans le champ des sciences humaines.

-La revue est semestrielle.

-La revue publie des études et des recherches originales non encore publiées ou soumises à publication.

-Les travaux à publier sont soumis aux conditions de la recherche scientifique reconnue en termes de documentation et de citations des sources utilisées.

-Les contenus des textes publiés dans la revue n'engagent que leurs auteurs.

-Les travaux soumis sont à déposer en deux copies, l'une en version imprimée et l'autre en version électronique.

-Les contributions suivent les normes techniques suivantes: en arabe, police 14 Sakkal majalla et en latin, police 11 en Times New Roman. Les notes de bas de page seront en police 10 Times New Roman.

- le nombre de pages ne doit pas excéder 20 pages par article.

-Le chercheur mentionne, sous le titre de son travail, son nom, le nom de sa structure de recherche et de son institution d'appartenance.

-Le chercheur présente deux résumés de sa recherche, respectivement dans sa langue de travail et dans une autre langue.

-Les travaux sont soumis à évaluation et l'auteur s'engage à apporter les amendements demandés au plus tard 15 jours après réception du rapport des évaluateurs.

-La revue se réserve le droit de publier ou de ne pas les publier les travaux qui lui sont soumis et ceux qui ne sont pas publiés ne seront pas rendus à leurs auteurs.

-La revue se réserve le droit d'auteur et le droit de re-publier, sous format papier ou électronique, tous les articles soumis et publiés.

-Les travaux soumis ne devront violer aucun droit d'auteur ni aucun autre droit de propriété d'une tierce partie.

RIVAGES

Revue des Sciences Humaines

N° 2-2017

Publication de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
Université Cadi Ayyad
Marrakech
Maroc

SOMMAIRE

Abderrahim BENALI

Avant-propos 5

Mohammed Maouhoub (pour le comité de rédaction)

Prologue 6

Kenza ABDELOUAFI, Abderrahim BENALI, Ouafae DOUKKALI & Samira EL BAH

Etude de l'évolution du ravinement au niveau du bassin versant
d'oued El Mellah « Cas du microbassin de Sidi Sbaâ et Moualine
El Oued» 12

Driss AIT LHO

Identité Ethnolinguistique et réorganisation territoriale au Maroc..... 28

Ali Jaafary

Le métier du journaliste, un bricolage à dosage variable 41

IDENTITÉ ETHNOLINGUISTIQUE ET RÉORGANISATION TERRITORIALE AU MAROC

Driss AIT LHOUE

Université Cadi AYYAD-Marrakech

الملخص:

بعيدا عن الديماغوجية وتفاديا لكل شطط لغوي أو تعبيري، يمكن اعتبار الباراديغمين "ما بعد- التحديتي" و "النسبي"، باعتبارهما مابعد-كولونياليين، مؤيدين للجهوية "المتقدمة". نحاول في هذا المقال تجاوز ما هو "بلاغي" و ما هو "أسطوري" بـرجوعنا إلى ما يخص الوضع الحالي للأشياء. فبتبنينا المقاربة البراغمية والمؤسسة على المنطق والدلالة العمليين، حاولنا أن نبين بأن المعايير الثقافية والإثنوغرافية والإثنولوجية من المفترض أن تؤخذ بعين الاعتبار في كل تقسيم جهوي وفي كل فلسفة جهوية. فالباراديغم المابعد-التحديتي يفرض أن تكون اللغات الجهوية الأمازيغية (تاشلحيت، تامزيغت، تاريفيت) معطيات إثنوثقافية تكون بمثابة إسمنت وقاعدة لكل إعادة هيكلة أو إعادة تنظيم تخص التراب الوطني مع ضرورة الالتزام بتكاملها بعوامل جغرافية وأخرى اقتصادية. بمعنى آخر، يلزم مشروع الجهوية المتقدمة بالمغرب أخذ بعين الاعتبار التوجه الإستراتيجي والعمق الترابي للثقافات الجهوية. هذا ما ذهب إليه الدول الأوروبية والأمريكية منذ بدايات الزمن المعاصر على الأقل باعتمادها على التأسيس الترابي... في المغرب، وفي بداية القرن 21، حيث الأولوية للحكومة والديموقراطية، لا زال الفاعلون وأصحاب القرار يفتقدون للجرأة السياسية والفكرية من أجل إخراج التراب من منطق المقاربة الأمنية.

Introduction

Plusieurs raisons nous incitent à repenser la région en termes ethnographiques et ethno-linguistiques en plus de ceux géographiques et économiques. D'abord, il est nécessaire de mettre plus de lumière sur le paradigme postmoderne et ses exigences. D'ailleurs, ne pas situer la problématique de la régionalisation dans son contexte serait une sorte de production du non-sens. Ensuite, il importe de soulever cette question, faisant partie de l'aménagement de mission, au rang des priorités nationales. Enfin, il faut souligner et valoriser l'importance de la variable "identité" au sens développemental et humain dans le processus de viabilité de la région potentielle en rapport avec le découpage régional. La question de la régionalisation s'était posée dans le Maroc colonial, quoique dans des termes différents. Dans des buts précis, plusieurs auteurs ont déjà élaboré :

- La correspondance du "découpage" régional avec la réalité ;
- Les critères d'un tel découpage administratif ;
- Les données ethno-linguistiques, économiques du problème régional.

Déjà au Maroc colonial, les approches sécuritaire et administrative prédominaient le découpage régional. Au temps de l'indépendance, les sept régions administratives sont appelées, à tort, régions économiques. Au début du vingt-et-unième siècle, il serait alors aberrant de ne pas penser aux critères culturels et humains comme facteurs fondamentaux de la philosophie régionalisante.

En 1997, le Maroc a instauré les seize régions découpées sur la base d'une approche encore sécuritaire et au nom d'un économisme restreint, pour le moins que l'on puisse dire. C'est l'"esprit" communal des grandes villes qui a été le plus souvent à l'origine du régionalisme et c'est sur le plan des intérêts économiques que se développait tout d'abord celui-ci¹. En fait, la politique marocaine en termes de planification et d'aménagement territorial a toujours été du mimétisme du modèle français.

La région, cet édifice creux au Maroc contemporain, ne répond pas aux attentes du développement durable. A notre sens, ces divisions territoriales n'ont rien de visions stratégiques versant dans une politique de l'Aménagement du Territoire, lequel aménagement devrait être responsable.

¹ BRÉMARD Frédéric, *L'organisation régionale du Maroc*, Publications de la FLSH de Rabat, Série: les trésors de la Bibliothèque n°1, Rabat, 2010. p. 257.

Cela n'a été qu'une manière d'administrer un assez large territoire à grande moitié perçue comme "non utile" au service de celle "utile"¹.

Ainsi, nous posons les questions suivantes: y-a-t-il des règles qui régissent le comportement des communautés humaines ? Et quels sont les mécanismes de leurs productions et de leurs échanges interrégionaux ? Le découpage régional, est-ce un enjeu de luttes, politico-électorales, sociales, etc., ou un destin inéluctable ? Y-a-t-il des critères "scientifiques", rigoureux à l'unanimité, d'un découpage régional sain et pragmatique ?

1. Amazighité et notion de région au Maroc: approche de la science ou approche de la pratique ?

Vu les conditions sociopolitiques de la constitution du nouvel Etat marocain d'après l'indépendance, on ne songeait pas discuter - si non très rarement - ni l'approche ni le fondement philosophique de cette répartition territoriale. Or, toute pensée repose sur des images générales, des archétypes, schémas ou potentialités fonctionnelles qui orientent et façonnent inconsciemment la pensée² ; ce qui a noyé les populations et même les élites dans une sorte de pauvreté intellectuelle, de domination de catégories sociales privilégiées et du suivisme. Et c'est cela qui a façonné inconsciemment la pensée et a orienté les idées archétypales chez l'élite citadine, ayant travaillé sur les découpages régionaux et autres, vers des fonctionnalités moins durables du point de vue développemental.

D'abord, il va de soi qu'au travers des expériences passées, les acteurs/décideurs du découpage territorial ont donné beaucoup d'importance aux phénomènes géographiques, physiques et matériels comme si l'Etat n'intervenait pas dans les mouvements des capitaux humains, économique-financiers, culturels et symboliques. En effet, plusieurs changements et transformations ont eu lieu au-delà des frontières administratives desdites régions, lesquelles transformations sont liées le plus souvent au contenu de l'espace.

¹ Le maréchal LYAUTEY aurait tourné dans sa tombe plusieurs fois s'il aurait su que ce qu'il a nommé un jour le Maroc "utile" et l'autre "non utile" est devenu idée archétypale orientant même la politique publique d'après l'indépendance du Maroc. En fait, soulignons que ledit Maréchal n'avait fait que signaler son occupation du premier, "utile", en attendant de passer à la colonisation du reste du territoire marocain. Cette idée est fondée sur les archives militaires, sur la correspondance de Lyautey et sur les archives privées du lieutenant-colonel Doury. Elle revient aussi à l'étude sur l'action de Lyautey de 1903 à 1918, depuis ses commandements à Ain-Sefra et à Oran jusqu'à sa nomination de Résident général en 1912 et à son refus d'évacuer le Maroc utile (référence auxdits archives) pendant la Grande Guerre. Cf. « Soutenance de thèse », *Guerres mondiales et conflits contemporains* 4/2006 (n°224), p. 163-164.

Voir <http://www.caim.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2006-4-page-163.htm>

² C. G. JUNG, *Les types psychologiques*, Georg, Genève, 1950, p. 310.

Ensuite, il a été souvent, sinon toujours, difficile, voire impossible, de comprendre et d'assimiler la genèse de cette notion de "région" si complexe et équivoque. En effet, les représentations qui lui sont associées au Maroc dépendent toujours de jeux et d'enjeux peu ou pas décrits. Cette notion est le produit, soit de stéréotypes des romanciers, qui, à leur tour, gravent des traces et témoignages dans l'imaginaire social même des intellectuels – ici acteurs/décideurs - chargés de crayonner ces frontières limitrophes entre régions, soit de mythes de l'unité physique et sociale découpée des géographes et des politologues ne s'intéressant qu'à la croissance économique au dépens du développement humain.

En termes de sciences sociales¹, enfin, il est question de lutte pour la définition de l'identité régionale ou ethnique. Chacun essaye de faire admettre les propriétés liées à la constitution d'une région, son origine, ses fonctions, ses frontières, ses espaces limitrophes, etc. Et, pour reprendre la définition donnée par Emile BENVINISTE (1969), l'étymologie du mot région (*regio*) conduit au principe de la di-vision, acte magique, c'est-à-dire proprement social, de *diacrisis*, qui introduit par décret une discontinuité décisive dans la continuité naturelle. Or, la recherche de ces critères "objectifs", y compris la langue, le dialecte, l'accent, etc., ne font dans la réalité et dans la pratique sociale que l'objet de représentations mentales et symboliques. Tout est question de perception et de construction.

Si l'on revient sur l'histoire de la régionalisation au Maroc, nous allons constater que l'Etat, acteur/décideur principal via le Ministère de l'Intérieur², s'est toujours investi dans ses intérêts sécuritaires, ce qui a emprisonné les "citoyens", agents agis, dans leurs présupposés et leurs représentations objectales, dans des insignes, des emblèmes et des étendards ou des actes de manipulation stratégique qui a pour finalité la construction desdites représentations mentales.

En termes d'approche, s'il est une tendance transdisciplinaire³ ayant comme visée la définition de traits pratiques de l'entité régionale, elle serait médiatrice entre la géographie, l'ethnographie/l'histoire, la sociologie et

¹ Signalons que la sociologie, discipline intermédiaire entre la géographie et l'économie, était quasi-absente durant les trois dernières décennies du XX^{ème} siècle de la scène de l'Aménagement du Territoire National marocain.

² Il a souvent été question d'une certaine manipulation directe ou indirecte de l'Etat - au travers de son Ministère de l'Intérieur - des commissions nommées pour ce genre de missions. Ceci serait dû à des raisons sécuritaires.

³ La transdisciplinarité est plus ambitieuse que l'interdisciplinarité. Son objectif consiste à rassembler les savoirs au delà des disciplines, et c'est ce que montre le préfixe "trans". Le dépassement des frontières fixées et figées entre celles-ci est plus que primordial. La complexité et la nature désordonnée du phénomène étudié exigent le recours à cette approche.

l'économie. Ceci dit, le cas de la régionalisation au Maroc appelle une nouvelle vision responsable et rigoureuse rompant avec l'approche politique et géographique pures. Pour ce qui est de l'actualité, en cette seconde décennie du vingt-et-unième siècle, concernant la constitutionnalisation dans son rapport à l'identité et aux langues, la révision des outils de découpage régional nécessiterait l'usage de nouvelles approches et exigerait, surtout, une vraie et une bonne volonté de la part des décideurs ; faute de quoi nous allons revivre les mêmes scénarii sécuritaires et sous-développés du Maroc de l'après-Protectorat.

Dans sa présentation de l'ouvrage, paru en 1949, et intitulé "L'organisation régionale du Maroc" de Frédéric BRÉMARD, M. BERRIANE a écrit ce qui suit: « (...) S'arrêtant sur la dimension ethnographique, l'auteur a été amené à revisiter les études ethnographiques de l'époque qui prônaient "l'inscription sur le sol du concept de consanguinité" (en référence à Georges SURDON – 1938¹). Après les avoir longuement discutées, il écarte toute idée d'une division du pays en régions ethniques »². Nous appelons à repenser ces propos, de manière relative, honnêteté scientifique oblige, puisque F. BRÉMARD ne les a ni constatés ni écrits tout au long de son ouvrage ! M. BERRIANE ajoute juste après: « La prise en compte, enfin, des données sociologiques du problème régional, amène l'auteur du livre à proposer une intéressante réflexion sur le rôle que pouvait jouer la *jamaa* traditionnelle comme base de collectivités locales pouvant porter les régions »³.

Izref, qbila, jamaa, etc., sont des éléments aussi sociologiques qu'ethnolinguistiques et ethnographiques. Sérieusement, on pourrait se demander pourquoi M. BERRIANE dans sa présentation de ce livre nous fait tomber dans de telles confusions ? D'autant plus qu'il ajoute juste après, que les réflexions de F. BRÉMARD confirment que « la région est une notion changeante dans le temps, qui évolue et ne peut être définie par des critères figés, déterminés une fois pour toutes et appliqués mécaniquement ». Bizarre ! Ce qui n'est pas le cas ni en Allemagne fédérale ni aux Etats-Unis d'Amérique ni même dans les cantons de la Suisse⁴. Certes, un sous-

¹ Georges SURDON, *Institutions et coutumes des Berbères du Maghreb*, Les Editions Internationales (2^{ème} édition), Tanger, 1938.

² BRÉMARD Frédéric. Présentation de l'édition de 2010. p. 6.

³ Cf. « *L'organisation régionale du Maroc* », p. 6.

⁴ L'Allemagne étant un État fédéral, les *Länder* (États fédérés) ne sont pas de même nature juridique que les régions françaises, mais sont comparables aux cantons suisses. Le Maroc demeure aussi proche du cas médian suisse. Depuis le début des temps modernes, les Etats européens et américains ont fondé leur territorialité sur des données ethnico-linguistiques et culturelles.

territoire est changeant dans le temps, mais ses frontières doivent être délimitées dans l'espace une fois pour toutes.

M. BERRIANE avance aussi qu'il y a une identité "interne" de chaque "région" issue de son histoire, de son peuplement, de ses traditions ; et sur laquelle elle s'appuie en plus d'une identité "externe" reconnue par les habitants de l'extérieur qui lui attribuent une certaine personnalité. On se demanderait, dès lors qui seront ces "habitants" ? De quel extérieur s'agirait-il ? Quels seront les intérêts, implicites et explicites, qui laisseraient ceux-ci avoir une telle perception d'une telle réalité ?

D'un autre côté, les habitants de ladite région, ne seraient-ils pas à leur tour des individus aptes à percevoir les autres régions de l'extérieur ? Ne serait-il pas là un jeu de conflits sociologiques et socioéconomiques¹ ? Le Maroc contemporain n'est pas ce pays des années 1970 où les citoyens ont tous les mêmes stéréotypes. Lesquels stéréotypes octroyaient à des habitants le statut de dominants et à d'autres celui des dominés. Aujourd'hui, la donne tend vers plus de justice, de loyauté et de citoyenneté².

Jusqu'à ce jour, au Maroc, il est une confusion de débats sur la notion de "région", chose confirmée par un manque de stabilité des frontières desdites régions depuis l'indépendance. Pis encore, d'une part, il y a un changement de ces frontières à tout moment et à chaque occasion. D'autre part, il y a un amalgame inventé autour de plusieurs sortes de "régions" sous-crées, puisque l'on entend parler de régions économiques, touristiques, agricoles, etc.

Cette confusion, émanant plus de l'ordre de l'"ethnie" ou de l'"ethnicité"³, tient pour une part au fait que le souci de soumettre à la critique logique les catégorèmes du sens commun, emblèmes ou stigmates, et de substituer aux principes pratiques du jugement quotidien les critères logiquement contrôlés et empiriquement fondés de la science, porte à oublier que les classements pratiques sont toujours subordonnés à des *fonctions pratiques* et orientés vers la production d'*effets sociaux*. Aussi, faudrait-il ajouter que les représentations pratiques les plus exposées à la critique scientifique⁴ peuvent « contribuer à produire ce qu'apparemment elles

¹ C'est dans ce sens que F. BRÉMARD a estimé que les facteurs sociologiques jouent dans un sens défavorable à la régionalisation au Maroc vers 1949. Op. cit. p. 389.

² La constitution de 2011, ayant officialisé la langue amazighe à côté de l'arabe devrait nous laisser repenser l'affaire sociale et sociopolitique au Maroc en marquant une certaine rupture avec les idées pré-reçues.

³ Euphémismes savants que l'on a substitué à la notion de "race", pourtant toujours présente dans la pratique.

⁴ Pour paraphraser BOURDIEU quand il a évoqué la langue occitane en France, nous dirions que cela est vrai pour les propos des militants sur l'unité de l'*amazighe* au Maroc.

décrivent ou désignent, c'est-à-dire la réalité objective à laquelle la critique objectiviste les réfère pour en faire apparaître les illusions ou les incohérences »¹. Ceci confirme, en fait, la “di-vision” légitime du monde social, culturel et “ethnique” *amazighe* chez les populations.

En conséquence, celles-ci sont prédisposées à la domination totale, surtout celle symbolique. C’est à force d’exercer l’autorité *makhzénienne*, publiquement et officiellement, que les marocains ont fini par tout admettre et tout accepter. L’*auctor*² *makhzénien* au Maroc a réussi à rendre les choses conformes à leur nature. Lorsque l’on “décrète” que le facteur ethnique ou linguistique n’est pas intéressant, ou même nuisible, au découpage régional et la régionalisation, cette di-vision chimérique, illusoire et illusionniste, est alors admise, consacrée, et non arbitraire !

2. Lutttes identitaires et régionalisation au Maroc: sens ou consensus sur le sens ?

La définition des critères plus objectifs et ceux moins objectifs de l’identité «régionale» ou «ethnique» ne doit pas faire oublier que dans la pratique sociale ces critères sont l’objet de représentations mentales. Ceux-ci sont fondés sur des actes de perception et d’appariement, de comparaison et d’appréciation, de connaissance et de reconnaissance où, les agents investissent leurs intérêts – donc leurs luttes - et leurs présupposés, et de représentations objectales dans des choses (emblèmes, drapeaux, insignes, etc.) ou des actes (militantismes, dénonciations, etc.). Claude Lévi-Strauss, dans *Race et culture*, avait défendu l’idée que chaque culture a le droit de rester sourde aux valeurs des autres, de façon à protéger son identité. Sachons-le, on peut être géographe ou sociologue et ne pas saisir l’intérêt des langues régionales. Pourtant, celles-ci font partie de notre patrimoine et enrichissent notre identité “nationale”.

Au Maroc aujourd’hui, nul ne peut nier les représentations, voire les stéréotypes, que se font les Marocains du Maroc dit “utile” et de l’autre “inutile”. Nous dirions la même chose de “chleuh”, des “aroubi”, des “jbala”, des “doukkali”, des “fassi”. Et, c’est là une perception des spécificités des régions, pays et arrière-pays du Maroc. Ce qui peut déboucher sur des luttes identitaires. Désormais, il faut donner du sens à de telles représentations. Ledit sens devrait émaner du social comme du spatial.

¹ BOURDIEU Pierre, *L’identité et la représentation, éléments pour une réflexion critique sur l’idée de la région*. Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 35, novembre 1980. p.64.

² L’*auctoritas* est la capacité de produire impartie à l’*auctor*. BENVENISTE Emile, *Le vocabulaire des institutions indo-européennes, II, Pouvoir, droit, religion*, Paris, Ed. de Minuit, 1969. pp. 150-151.

BERTHO, dans un article sur la Bretagne, avait écrit: « En 1830, on peut considérer que les catégories de la description des provinces françaises sont fixées. En revanche, si le cadre est désormais au point, le contenu évolue. La représentation de la Bretagne par exemple fait toujours appel aux mêmes termes: la nature du pays, le folklore, la race celtique; mais selon les époques, la lande est sinistre ou bucolique, le costume étrange ou ravissant, le Breton sauvage ou pieux »¹. On peut ainsi repérer des époques où, à une forme donnée de la représentation de la province en France (la Bretagne sauvage par exemple) correspondent des auteurs particuliers, un type d'écrits privilégié (le roman noir) à tendances et fonctions idéologique et politique spécifiques. Au Maroc d'après l'indépendance, des représentations stéréotypées correspondent à plusieurs auteurs et à plusieurs écrits et littératures.

Si, dans le cas marocain, au temps de l'après-indépendance, l'évolution du stéréotype régional est immédiatement jointe à celle de la représentation du paysan en général, il est encore vrai aujourd'hui que ce stéréotype est lié à la représentation du citadin aussi, voire de l'« intellectuel ». Cela ne fait en réalité que favoriser la fixation des contenus politiques et idéologiques stables sur le stéréotype régional. Or, la donne postmoderne et pragmatique voudra que l'on s'aligne sur de nouveaux discours et de nouvelles stratégies plus pratiques et plus démocratiques.

Prenons par exemple, l'*Appel*² « *Timmouzgha* » pour la démocratie du 20 avril 2011 qui a avancé, à cet égard, que « le découpage régional escompté doit tenir compte des deux facteurs historique et culturel, en préservant de l'harmonie avec la personnalité régionale qui joue un grand rôle dans la réussite des projets de développement, étant donné son rôle comme ciment socioculturel solide entre les citoyens de la région et ce qu'elle offre comme possibilités d'accréditation des spécificités locales ... »³. Il est vrai que dans ce sens ledit *Appel* n'apporte pas de propositions claires ni précises, mais il va dans le sens de stratégies pleines de manipulations symboliques qui visent à déterminer la représentation (mentale) que les autres peuvent se faire de ces propriétés et de leurs porteurs.

Pour nous, la réalité est d'abord sociale. Le découpage des « régions » au Maroc, pour ne citer que les expériences passées, s'est toujours fait sur

¹ Catherine BERTHO, « *L'invention de la Bretagne* », In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 35, novembre 1980. pp. 45-62.

² C'est une charte signée par un ensemble d'intellectuels et militants *amazighistes*. Signalons que nous nous intéressons, ici, aux représentations et aux images véhiculées dans cet appel plus qu'à son contenu.

³ Idem.

des critères non rigoureux ; il y avait chaque fois une place pour l'arbitraire imposé dans plusieurs cas. Cet arbitraire n'est autre à notre sens que les représentations et les stéréotypes des acteurs/décideurs, eux-mêmes, dudit découpage territorial. Il est communément admis que la langue, l'ethnie, l'habitat, la culture, etc., sont des critères intelligibles et tangibles ; par contre, la sécurité des biens et des citoyens, la complémentarité géographique et économique, les conflits sociologiques et conflits d'intérêts, etc., demeurent des critères moins concevables et moins convaincants. Nous concluons, dès lors, que la socialité est souvent bafouée au nom d'une spatialité dépendant d'états antérieurs et de rapports de forces dans le champ des luttes pour ledit découpage.

Si la frontière interrégionale est le produit d'une décision politique et d'un acte juridique de délimitation, elle donne aussi à son tour naissance à la différence culturelle et ethnolinguistique. Ainsi, la politique, de par ses intérêts et ses enjeux, peut déboucler ce que l'histoire boucle. A titre de rappel, il y a lieu d'optimiser en instaurant une régionalisation qui va aussi dans le sens des ethnies et des "lectes"/langues régionales¹. C'est une question de classement et de lutte de classements. BOURDIEU a écrit en analysant la situation de la France en fin du vingtième siècle: « la science qui prétend proposer les critères les mieux fondés dans la réalité doit se garder d'oublier qu'elle ne fait qu'enregistrer un *état* de la lutte des classements, c'est-à-dire un état du rapport des forces matérielles et symboliques entre ceux qui ont partie liée avec l'un ou l'autre mode de classement, et qui, tout comme elle, invoquent souvent l'autorité scientifique pour fonder en réalité et en raison le découpage *arbitraire* qu'ils entendent imposer »².

De ce fait, c'est le temps, la culture, l'histoire, l'homme, etc., qui font la "région" ou le "pays" en premier et non l'espace. Ainsi, la différence culturelle est aussi le produit d'une dialectique historique de la différenciation cumulative. BOURDIEU a émis la même constatation quant aux "régions" berbérophones en Algérie française. Au terme d'une histoire différente, ces régions berbérophones étaient assez différentes des "régions" arabophones pour susciter de la part du colonisateur des traitements différents (en matière de scolarisation par exemple), donc propres à renforcer les différences qui leur avaient servi de prétexte et à en produire de nouvelles (celles qui sont liées à l'émigration vers la France par exemple), et ainsi de suite³. Ceci était une question de l'époque coloniale, et ses applications ont duré et perdurent encore jusqu'aujourd'hui.

¹ AITLHOU Driss, *Amazighité au singulier ou Mythe de l'unité linguistique de l'amazighe au Maroc (Langue (s) et région (s): quel (s) lien (s)?*, Ed Walili, Marrakech, Novembre, 2011.

² BOURDIEU Pierre, op. cit. p. 66.

³ BOURDIEU Pierre, op. cit. p. 66.

Une autre question nous interpelle: comment fonder le projet de l'identité marocaine en général et celui de l'amazighité en particulier sur la diversité ethnico-culturelle tant liée à l'organisation territoriale ? La *Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles*¹ de 2005 que le Maroc est appelé à signer, a pour vocation de renforcer les cinq maillons inséparables de la même chaîne, à savoir la création, la production, la distribution/diffusion, l'accès et la jouissance des expressions culturelles véhiculées par les activités, biens et services culturels. En particulier, la Convention entend²:

- ❖ réaffirmer le droit souverain des Etats d'élaborer des politiques culturelles ;

- ❖ reconnaître la nature spécifique des biens et services culturels en tant que porteurs d'identité, de valeurs et de sens ;

- ❖ et renforcer la coopération et la solidarité internationales en vue de favoriser les expressions culturelles de tous les pays.

Cette convention constitue - après la Convention de 1972 concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel et celle de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel - l'un des trois piliers de la préservation et de la promotion de la diversité créatrice. De ce fait, la prise en compte des variétés/langues régionales de l'amazighe serait d'un apport considérable à cette diversité créatrice qu'il faudra protéger³.

¹ Conformément à son article 29, cette Convention est entrée en vigueur le 18 mars 2007 à l'égard des États ou des organisations d'intégration économique régionale qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion au 18 décembre 2006 ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour toute autre "Partie" trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

² La Convention de l'UNESCO.... Par « diversité culturelle » ladite Convention renvoie à la multiplicité des formes par lesquelles les cultures des groupes et des sociétés trouvent leur expression. Ces expressions se transmettent au sein des groupes et des sociétés et entre eux. La diversité culturelle se manifeste non seulement dans les formes variées à travers lesquelles le patrimoine culturel de l'humanité est exprimé, enrichi et transmis grâce à la variété des expressions culturelles, mais aussi à travers divers modes de création artistique, de production, de diffusion, de distribution et de jouissance des expressions culturelles, quels que soient les moyens et les technologies utilisés. Ibidem.

³ Aux fins de ladite Convention, il est entendu que:

1. « Diversité culturelle » renvoie à la multiplicité des formes par lesquelles les cultures des groupes et des sociétés trouvent leur expression. Ces expressions se transmettent au sein des groupes et des sociétés et entre eux. La diversité culturelle se manifeste non seulement dans les formes variées à travers lesquelles le patrimoine culturel de l'humanité est exprimé, enrichi et transmis grâce à la variété des expressions culturelles, mais aussi à travers divers modes de création artistique, de production,

Nous dirions finalement que depuis le début des temps modernes, les Etats européens et américains ont fondé leur territorialité sur des données ethno-linguistiques et culturelles. Au Maroc, à l'aube du vingt-et-unième siècle où la gouvernance et la démocratie sont les seules devises courantes de l'ère mondialisée et postmoderniste, les acteurs/décideurs manquent encore d'audace politico- intellectuelle pour sortir des gouffres des logiques sécuritaires. D'autant que les donnees deviennent autres, ici et maintenant. S'il est une vraie politique volontariste de la régionalisation avancée, il serait aberrant de ne pas soutenir les critères capables de fonder et de construire des classifications "authentiques" en régions "authentiques" séparées par des frontières "authentiques". L'authenticité n'aurait un sens ici que si elle est prise dans le sens de l' "originalité". Autrement, ce serait un consensus sur le sens, et dans ce cas, la place est laissée quasi-ouverte pour la spéculation, la computation et le tripotage.

de diffusion, de distribution et de jouissance des expressions culturelles, quels que soient les moyens et les technologies utilisés.

2. « Contenu culturel » renvoie au sens symbolique, à la dimension artistique et aux valeurs culturelles qui ont pour origine ou expriment des identités culturelles.
3. « Expressions culturelles » sont les expressions qui résultent de la créativité des individus, des groupes et des sociétés, et qui ont un contenu culturel.
4. « Activités, biens et services culturels » renvoie aux activités, biens et services qui, dès lors qu'ils sont considérés du point de vue de leur qualité, de leur usage ou de leur finalité spécifiques, incarnent ou transmettent des expressions culturelles, indépendamment de la valeur commerciale qu'ils peuvent avoir. Les activités culturelles peuvent être une fin en elles-mêmes, ou bien contribuer à la production de biens et services culturels.
5. « Industries culturelles » renvoie aux industries produisant et distribuant des biens ou services culturels tels que définis au paragraphe 4 ci-dessus.
6. « Politiques et mesures culturelles » renvoie aux politiques et mesures relatives à la culture, à un niveau local, national, régional ou international, qu'elles soient centrées sur la culture en tant que telle, ou destinées à avoir un effet direct sur les expressions culturelles des individus, groupes ou sociétés, y compris sur la création, la production, la diffusion et la distribution d'activités, de biens et de services culturels et sur l'accès à ceux-ci.
7. « Protection » signifie l'adoption de mesures visant à la préservation, la sauvegarde et la mise en valeur de la diversité des expressions culturelles. « Protéger » signifie adopter de telles mesures.
8. « Inter-culturalité » renvoie à l'existence et à l'interaction équitable de diverses cultures ainsi qu'à la possibilité de générer des expressions culturelles partagées par le dialogue et le respect mutuel.

Conclusion

En guise de conclusion, nous préconisons que le monde sociopolitique est aussi une représentation, une idée archétypale, un symbole. Appartenir à ce monde, c'est être perçu comme distinct. Rien n'empêchera des citoyens marocains, dans le futur proche et moyen, d'avoir ce désir et cette volonté de se distinguer et de revendiquer à leur tour une identité régionaliste, au nom du Droit International !

D'abord, la (les) lutte (s) pour l' (es) identité (s), qui, tire son existence par la reconnaissance des autres, a pour enjeu l'imposition de perceptions, qui, à leur tour, se construisent au travers de la dialectique de la manifestation des mouvements sociaux et/ou politiques. Les nouvelles donnees, en l'occurrence la modernité avancée et son corollaire la régionalisation avancée scandée dans le discours officiel ne demandent qu'à être pensées au mieux par les acteurs concernés. Officialiser des langues régionales *amazighes* au Rif, en Atlas, au Sous, en plus de la langue hassanya au Sahara marocain est, à notre sens, une réponse responsable, durable et pragmatique aux questions de la régionalisation ethno-linguistique et leurs liens aux ethnies/races/langues.

Ensuite, si Frédéric BRÉMARD avait souligné vers 1948 que l'argumentation régionale au Maroc colonial ne réalisait aucune décentralisation et n'assurait aucune déconcentration¹, force est de signaler aujourd'hui que la décentralisation régionale, d'ailleurs parfaitement possible, est plus que nécessaire. Celui-ci a écrit dans son classique sur la régionalisation au Maroc ce qui suit: «les éléments défavorables sont constitués par les particularités de la géographie, de l'économie et de l'ethnographie du pays. Les facteurs historiques semblent ne pouvoir influencer sur la question ni dans un sens ni dans l'autre ; ils sont en fin de compte assez négligeables. Quant aux données sociologiques et politiques, elles viennent incontestablement compliquer le problème et rendre sa solution plus difficile²». Aux débuts du vingt-et-unième siècle, le Maroc ayant acquis beaucoup de retard pour des raisons politiques et sociologiques, les décideurs ont l'opportunité de s'efforcer de déterminer les modalités et les critères de conceptualisation d'un régionalisme nouveau, pratique, réaliste et efficace.

Enfin, force est de signaler aussi que l'optimisation veut que les dégâts et pertes soient minimaux et que les gains et profits soient maximaux. De ce fait, une seule conception de la régionalisation, celle économiste par exemple, serait synonyme d'une hégémonie territorialiste, voire surréaliste, que les donnees internes et externes actuelles ne supporteraient point. De même, une carte balkanisée de régions dont le nombre est arbitraire serait synonyme de l'arbitraire et de l'irresponsabilité. Pour ce, il serait honnête et durable d'instaurer un nombre raisonnable de régions authentiquement connues.

¹ Frédéric BRÉMARD. p. 388.

² Frédéric BRÉMARD. p. 356.

Références bibliographiques:

1. AIT LHOUE Driss, *Amazighité au singulier ou Mythe de l'unité linguistique de l'amazighe au Maroc (Langue (s) et région (s): quel (s) lien (s)?*, Ed Walili, Marrakech, Novembre, 2011.
2. APPADURAI Arjun, *Après le colonialisme, les conséquences culturelles de la globalisation*, Petite Bibliothèque Payot, Paris, 2005.
3. BENNIS Said & EL KIRAT EL ALLAME Yamina, *L'enseignement de la langue amazighe entre dialectologie et standardisation, déperdition, maintien et/ou revitalisation*, Langues et Littératures, Volume 20, Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Rabat, 2010.
4. BRÉMARD Frédéric, *L'organisation régionale du Maroc*, Publications de la FLSH de Rabat, Série: les trésors de la Bibliothèque n°1, Rabat, 2010.
5. BOURDIEU Pierre, *L'identité et la représentation, éléments pour une réflexion critique sur l'idée de la région*. Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 35, novembre 1980.
6. BENVENISTE Emile, *Le vocabulaire des institutions indo-européennes, II, Pouvoir, droit, religion*, Paris, Ed. de Minuit, 1969.
7. DURAND Gilbert., *Les structures anthropologiques de l'imaginaire*, Dunod, Paris, 1963.
8. GUMUCHIAN H., *Représentations et aménagement du territoire*, Ed Anthropos, Paris, 1991.
9. LÉVESQUE Benoît, *Fonction de base et nouveau rôle des pouvoirs publics: vers un nouveau paradigme de l'Etat*, Annales de l'économie publique, sociale et coopérative. Cahiers CIRIEC, International, Naples, 2003.
10. LYOTARD Jean François, *Le postmoderne expliqué aux enfants*, Éditions Livre de poche Collection Biblio Essais, Paris, 1993.
11. MAFFESOLI Michel., *Le temps revient, Formes élémentaires de la postmodernité*, Ed Desclée de Brouwer, Paris, 2010.
12. MAFFESOLI M., FREUND J., et BELLOTTO B., *Espaces et imaginaire*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1979.
13. MORSLY Dalila, *Les représentations de tamazight*, Actes du Colloque International: *Tamazight face aux défis de la modernité*, Boumerdès, Algérie, 2002.
14. SURDON Georges, *Institutions et coutumes des Berbères du Maghreb*, Les Editions Internationales (2^{ème} édition), Tanger, 1938.
15. TROIN Jean-François, *Maroc: régions, pays, territoires*, Ed Maisonneuve et Larose, Tarik, 2002.

صفاء

مجلة العلوم الإنسانية

العدد الثاني - 2017

إصدار كلية الآداب والعلوم الإنسانية
جامعة القاضي عياض - مراكش - المغرب

شروط النشر

- مجلة ضفاف مجلة علمية محكمة تعنى بنشر الأبحاث والأعمال التي تدخل في مجال العلوم الإنسانية.
- مجلة فصلية.
- تنشر المجلة مقالات ودراسات وأبحاثاً أصلية لم يسبق نشرها ولا تقديمها للنشر.
- تخضع الأعمال المقترحة للنشر لشروط البحث العلمي المتعارف عليها من حيث التوثيق وذكر المصادر والمراجع المعتمدة.
- تعبر الأبحاث المنشورة بالمجلة عن آراء أصحابها.
- تقدم الأبحاث في نسخة مطبوعة ونسخة إلكترونية.
- تلتزم المقالات بالمعايير التقنية للنشر بالمجلة، فتكتب المقالات العربية بخط 14 Sakkal majalla والمقالات بالحرف اللاتيني بخط 11 Times New Roman.
- تكتب الهوامش أسفل الصفحة بخط 10 Times New Roman.
- ينبغي ألا تزيد صفحات البحث عن 20 صفحة..
- يذكر الباحث اسمه واسم بنية البحث والجامعة-المؤسسة التي ينتمي إليها في الصفحة الأولى.
- يقدم الباحث ملخصاً لبحثه مستقلاً عن المقال.
- يكتب ملخص للبحث بلغة غير اللغة التي كتب بها.
- تخضع المقالات والبحوث المقدمة للمجلة للتحكيم، ويلتزم الباحث بإجراء التعديلات التي يقترحها المحكمون في أجل أقصاه 15 يوماً بعد توصله بها.
- تحتفظ المجلة بحقها في عدم نشر أي بحث لا يستجيب لشروطها.
- لا ترد الأبحاث إلى أصحابها نشرت أو لم تنشر.
- تحتفظ المجلة بحقوق التأليف وإعادة النشر الورقي أو الإلكتروني للمقالات المنشورة بها.
- المقالات المقدمة للنشر لا يجب أن تنتهك حقوق مؤلفين أو ملكية أطراف آخرين.

ضفان

مجلة العلوم الإنسانية

مجلة 'ضفان' كلية الآداب والعلوم الإنسانية بمراكش

ضفاف

مجلة علمية محكمة

العدد الثاني - 2017

مجلة فصلية علمية ومحكمة تصدرها كلية الآداب والعلوم الإنسانية
بجامعة القاضي عياض - مراكش - المغرب

المدير : عميد كلية الآداب والعلوم الإنسانية بالنيابة
عبد الرحيم بنعلي

المنسق العام : جمال راشق

اللجنة العلمية

السيدات والسادة الأساتذة:

GRAVARI BARBAS Maria, IREST, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France, **ELLOUMI Mohamed**, INRAT, Tunisie, **LAOUINA Abdellah**, CERGéo, Université Mohamed V Rabat, **DEBARBIEUX Bernard**, Université de Genève, Suisse, **NAVARRO PALAZON Julio**, Escuela de Estudios Arabes des Granada, CSIC, Espagne, **SKOUNTI Ahmed**, Institut National des Sciences de l'Archéologie et du Patrimoine, Rabat, **GIRAUT Frédéric**, Département de Géographie, Université de Genève, Suisse, **HERNANDEZ ARMENTEROS Salvador**, Universidad de Granada, Espagne, **BOUBRIK Rahal**, Département de Sociologie, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université Mohamed V de Rabat, **TOZY Mohamed**, UMRVIP et Sciences po, Aix en Provence, France, **PULVAR Olivier**, Université Antilles-Guyane, Centre de Recherche sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbe – CNRS UMR 8053, **HILLALI Mimoun**, Institut Supérieur International de Tourisme, Tanger, Maroc, **PERALDI Michel**, directeur de recherche au CNRS et Centre Jacques Berque pour le développement des Sciences Sociales à Rabat (Maroc), **BOUMAZA Nadir**, Université Pierre MENDES France- Grenoble 2, **LANDEL Pierre – Antoine**, CERMOSEM, UJF, Mirabel – France, **PECQUEUR Bernard**, Institut de Géographie Alpine, PACTE (UMR CNRS 5194 – Université J. Fourier, Grenoble – France), **GEOFFROY Marc**, CNRS (Paris - France).

لجنة التحرير

السيدات والسادة الأساتذة

ثريا بركان- جمال راشق- خديجة الزاهي- سعيد بوجروف- عبد الرحيم بنعلي- عبد الله القرطبي
محمد رابطة الدين- محمد موهوب- مصطفى لعريضة

عناوين التواصل

كلية الآداب والعلوم الإنسانية، صندوق بريد 3737
أمرشيش - 40000 مراكش - المغرب
الهاتف : 00212524302742 الفاكس : 00212524302039
البريد الإلكتروني : revueflm@gmail.com الموقع : www.flm.ucam.ma

الإيداع القانوني: 2018PE0010

ردم: 2605-6410

لوحة الغلاف للفنان ماحي بنبين

تعبر المقالات عن آراء أصحابها فقط

ضفاف

مجلة علمية محكمة

